

## Quand les migrants balkaniques rencontrent ceux venus du Sud

Article paru dans la revue *Balkanologie*, vol.VII, n°1, juin 2003, pp.65-86.

Cet article est tiré d'une recherche menée depuis plusieurs années sur les réseaux migrants transnationaux<sup>1</sup>. A travers l'étude de la circulation migratoire au départ de la Roumanie vers l'Europe, il s'agit de comprendre comment de nouvelles migrations, plus mobiles et moins organisées que celles auxquelles étaient habitués les Etats occidentaux depuis les années soixante, se déploient dans des espaces socio-économiques de plus en plus « mondialisés ». L'objectif est de saisir la façon dont des réseaux migrants, entendu au sens de D.Massey, comme « *l'ensemble des liens interpersonnels qui relient les migrants, les futurs migrants, et les non migrants dans les espaces d'origine et de destination, à travers les liens de parenté, d'amitié, et une origine communautaire partagée* »<sup>2</sup> parviennent, grâce à une organisation informelle et réticulaire, à pénétrer certaines niches d'emploi en Occident et à s'y maintenir durant quelque temps avant de découvrir de meilleures opportunités ailleurs<sup>3</sup>.

Dans les lignes qui suivent, on s'intéressera plus particulièrement à une migration qui s'est établie à partir de 1994-95 entre le département rural de Téléorman et la province espagnole d'Almería où l'agriculture exploite massivement le travail des migrants clandestins de plusieurs nationalités. Cette situation souligne que la cohabitation entre des groupes migrants de différentes origines dans une même niche d'emploi ne se fait pas sans heurts. En février 2000, la ville d'El Ejido, centre économique de cette région agricole, a notamment été le théâtre de tensions importantes entre Roumains et Marocains. Entre le 5 et le 7 de ce mois, suite au meurtre d'une Espagnole par un jeune déséquilibré marocain, des émeutes racistes d'une violence sans précédent, conduites par des Espagnols, ont éclaté à l'encontre des immigrés venus du Maroc. Ces derniers, clandestins pour la majorité, ont répliqué par un arrêt

---

\* Attachée temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université de Nice-Sophia Antipolis, doctorante au Soliis-Urmis. Mél : potot@unice.fr.

<sup>1</sup> Thèse de doctorat en cours au Soliis-Urmis, soutenance prévue en juin 2003.

<sup>2</sup> Massey (D.), "Theories of International Migration: Review and Appraisal" in *Population and Development Review*, 19(3), 1993 cité par Ma Mung et Al., *La circulation migratoire. Bilan des travaux. Migrations études*, p.15.

<sup>3</sup> Les enquêtes ont porté sur trois réseaux migrants, l'un au départ d'une ville moyenne de Roumanie, Târgoviste, s'orientait vers Nice, en France avant de se tourner vers la capitale Britannique. Les deux autres ont vu le jour depuis une région rurale de Roumanie, le département de Téléorman, et se dirige respectivement vers les sites espagnols de Coslada, proche de Madrid, et El Ejido.

du travail, faisant valoir que sans eux l'agriculture de la région ne pouvait pas survivre. Ces événements furent couverts par la presse internationale qui relatait également, quelques jours plus tard, que cette grève avait été brisée par des travailleurs roumains récemment arrivés<sup>4</sup>.

L'objet de cet article est de décrire comment cette situation de concurrence, et de déloyauté entre des migrants d'horizons différents a pu apparaître. On cherchera à comprendre comment les travailleurs clandestins européens, dont la présence dans la région est fragile car relativement récente, tirent avantage de leur docilité lorsque des groupes plus assurés tentent de faire valoir leurs droits. Cela permettra d'illustrer à quel point la question des relations inter-ethniques et du racisme est corrélée à une situation sociale et économique en évolution.

Tout d'abord, il conviendra de revenir sur ce que représente la migration en Roumanie afin de comprendre comment le réseau de la région de Téléorman a vu le jour. Cela nous amènera à décrire le contexte de départ, le profil social et les pratiques migratoires des migrants de la région de Rosiori de Vede, ancienne capitale du département. On expliquera ainsi comment s'est constitué un véritable réseau migrant entre Téléorman et la province d'Almería.

Pour saisir la place des travailleurs roumains dans le contexte d'El Ejido, il sera nécessaire, dans un deuxième temps, de revenir sur la conjoncture économique et sociale de la région d'arrivée. Cela permettra de comprendre le sens que revêt l'immigration illégale dans la province espagnole.

Enfin, on exposera la situation de « concurrence ethnique » entre les migrants de longue date, venus du Maroc et les nouveaux travailleurs de l'Est. Plus particulièrement, on s'interrogera sur la façon dont le racisme ambiant à l'égard des maghrébins oriente la façon de se présenter des migrants venus de Roumanie et dans quelle mesure ceux-ci reprennent à leur compte les définitions stigmatisantes de la population espagnole pour se placer sur le marché de l'emploi.

---

<sup>4</sup> Voir notamment l'article de Juan Goytisolo et Sami Nair, « Racisme en Espagne », Le Monde du 15/02/00 ou El Pais du 10/02/00, « El relevo de magrebies por europeos del Este reaviva la tension en El Ejido », p1.

# 1. TELEORMAN, UN CONTEXTE QUI FAVORISE LES MIGRATIONS

Suite à la chute de la dictature en 1989, la Roumanie a connu une crise économique sans précédent. Malgré l’alternance politique et les aides internationales, l’économie de ce pays a grandement souffert durant les dix années suivantes. Il a fallu attendre les années 2000 et 2001 pour voir enfin la tendance des indicateurs économique s’inverser<sup>5</sup>. Mais, avec un salaire moyen d’environ 100 euros par mois, la population a toujours du mal à survivre. Pour résister à cette conjoncture, la plupart des Roumains ont développé des moyens alternatifs de survie. L’accroissement de l’économie informelle depuis 1990, déjà florissante à l’époque de Ceausescu, doit être compris dans ce contexte.

De la même façon, les migrations temporaires vers des pays « riches » font partie des stratégies de survie de la population. Travailler quelque temps à l’Ouest puis revenir vivre en Roumanie durant quelques mois, voire une année, avant de repartir, est devenu un véritable mode de vie dans ce pays<sup>6</sup>. La démarche qui préside à ces circulations consiste en effet à maintenir –ou améliorer– son niveau de vie en Roumanie en allant chercher ailleurs les moyens de compenser la situation économique locale. Comme l’écrit M.Morokvasic, « *il s’agit de gens qui réagissent à une situation de crise en se mettant en route, pour éviter de devenir les laissés-pour-compte de sociétés engagées dans un processus de transformation rapide et, surtout, imprévisible* »<sup>7</sup>. Il est important de souligner que ces migrations ne correspondent pas à une rupture dans la vie des sujets, les migrants ne quittent pas leur existence en Roumanie pour s’en construire une autre ailleurs ; ils étendent leurs activités à un nouveau territoire, sans se couper économiquement et socialement de l’ancien.

Les quelques études qui ont été menées sur la question<sup>8</sup> montrent que chaque région de Roumanie, ou plus exactement chaque sous-groupe (ethnique ou social) régional, possède son propre réseau migratoire et s’oriente donc vers une ou quelques destinations particulières en Europe de l’Ouest. Les migrants rencontrés dans le sud de l’Espagne étaient ainsi pour une

---

<sup>5</sup> En 2000 la croissance était de 1,6% et atteignait les 4.5% en 2001.

<sup>6</sup> Pour une analyse des migrations dans les régions de départ, voir Potot (S.), « Les migrants transnationaux : une nouvelle figure sociale en Roumanie ».

<sup>7</sup> Morokvasic (M.), « Entre l’Est et l’Ouest, des migrations pendulaires », p.123.

<sup>8</sup> Voir les travaux de D.Diminescu, ou B.Michalon.

large majorité originaires de la zone entourant Rosiori de Vede, dans la plaine du Danube. Il convient donc de présenter plus en avant cette région de départ.

### ***1.1. UNE ECONOMIE LOCALE EN DEROUTE***

Avec ses trente sept mille habitants, Rosiori de Vede, est la deuxième ville du département de Teleorman ; elle se situe à une vingtaine de kilomètre de la Préfecture, Alexandria. Ce département se caractérise, par rapport à l'ensemble du territoire roumain, par une faible urbanisation, un taux réduit d'infrastructures culturelles et éducatives<sup>9</sup>, une forte sous représentation de la jeunesse, un solde naturel négatif<sup>10</sup> et un indice de pauvreté parmi les plus élevés du pays<sup>11</sup>. En résumé, les migrations étudiées émanent d'un contexte plutôt défavorisé mais il faut noter que cela n'est pas le cas de toutes les migrations roumaines ; des régions plus riches sont également des zones de départ importantes.

La région d'étude se situe dans la partie nord du département, lui-même frontalier, au sud, avec la Bulgarie. Pourtant, les échanges outre-Danube ne sont pas très développés. La politique autarcique de N.Ceausescu se fait encore sentir ici : depuis ce département, le seul moyen d'atteindre la Bulgarie est le passage occasionnel par bac ; le pont le plus proche, fortement taxé, est à plusieurs heures de route. Concernant les échanges informels, les liens avec l'autre rive restent également marginaux. Dans la région de Rosiori de Vede, on considère de toute façon que l'on est trop éloigné de la frontière, située à une cinquantaine de kilomètres, pour pouvoir profiter de la zone transfrontalière ; on attribue les anciens trafics de cigarettes ou de pièces détachées extraites des combinats, aux habitants de l'extrême sud de la région. Par conséquent, ni la situation limitrophe de la région ni les migrations transfrontalières ne constituent de ressources pour la population étudiée.

La principale activité du département relève de l'agriculture. En effet, la grande plaine du Danube dans laquelle celui-ci s'inscrit constitue la plus importante zone agricole de Roumanie. D'après la Commission Nationale pour la Statistique Roumaine, en 1997, ce secteur occupait plus de soixante pour cent des actifs de Teleorman, sur une surface agricole de près de quatre cent cinquante mille hectares<sup>12</sup>. Les exploitations relèvent principalement de

---

<sup>9</sup> Le taux d'illettrisme du département est un des plus élevé du pays.

<sup>10</sup> Entre 1990 et 1997, la moyenne annuelle des variations de la population due au solde naturel était comprise, dans la majorité des communes, entre -10 et -30 pour mille habitants.

<sup>11</sup> Rey (V.), Groza (O.), Ianos (I.), Patroescu (M.), *Atlas de la Roumanie*, passim.

<sup>12</sup> Données de la Commission Nationale pour la Statistique Roumaine, 1998, [www.insse.ro](http://www.insse.ro).

grandes coopératives céréalières appartenant encore en partie à l'Etat et dont les employés sont salariés<sup>13</sup>.

Cependant, le rendement de l'agriculture du département est un des plus faibles du pays<sup>14</sup>. Dès lors, cette activité n'est pas source de richesse ; les revenus officiels des employés agricoles les placent à un niveau de pauvreté avancée. Malgré tout, vivre dans une région rurale présente certains avantages : tout le monde possède<sup>15</sup> une parcelle sur laquelle sont plantés fruits et légumes et où l'on peut élever des animaux pour sa consommation personnelle. Ces pratiques d'autosuffisance, développées sous la dictature pour pallier les manques de l'économie planifiée, restent salvatrices en période de récession économique. Ainsi, d'un point de vue alimentaire, l'autoconsommation et les échanges informels permettent d'atténuer les effets de la pauvreté.

On notera cependant que, si l'ensemble des activités agricoles touche une très large proportion de la population, pourtant, parmi les personnes interrogées, aucune ne se déclarait paysan ou agriculteur. Ce terme est réservé au propriétaire terrien (ou supposé tel) qui vit officiellement de la production de ses terres. En conséquence, lors des entretiens, les interviewés présentent leur emploi en fonction de leur spécialité : on est, par exemple, conducteur d'engin, mécanicien ou comptable pour une coopérative. De même, les ouvriers d'usine au chômage ne font pas état de leur activité agricole ; ils se déclarent ouvriers-chômeurs même si leur principale ressource provient d'une activité agricole à plein temps. En plus du stigmate négatif associé au paysan pauvre et sans éducation, ces dénominations sont la conséquence de la politique communiste : le travailleur correspondait à la même définition dans l'industrie et les campagnes, fidèle à l'image emblématique de l'ouvrier. On rencontre donc, dans la région, et à fortiori parmi les migrants, une majorité d'ouvriers et, plus rarement, des employés de bureau.

Car le modèle du multi développement prôné par le régime de N.Ceausescu à partir des années soixante-dix a également atteint cette région. On y trouve différentes grandes industries : à côté des complexes agro-alimentaires et de l'exploitation des ressources pétrolifères ont été développées des usines de construction mécanique, de textile et des

---

<sup>13</sup> La redistribution des terres est pour l'instant partielle et concerne souvent de petites exploitations dont les produits servent à la consommation privée. Aujourd'hui, de grandes chaînes agro-alimentaires étrangères s'intéressent à la privatisation de vastes parcelles.

<sup>14</sup> Voir Rey (V.), Groza (O.), Ianos (I.), Patroescu (M.), *Op.Cit.*, p.69.

<sup>15</sup> Ce terme ne doit pas être pris au sens premier de « propriété » mais comme « avoir un usage exclusif ».

combinats chimiques et électrotechniques. A proximité de la ville de Rosiori de Vede, deux centres constituent l'essentiel des emplois dans l'industrie ; il s'agit d'une fabrique de wagons et wagonnets et d'une fabrique de roulements à billes située à Alexandria. A l'époque de la dictature, non seulement ces industries occupaient de nombreux ouvriers qui, en période de récoltes, cumulaient l'activité des champs et celles de l'usine comme le préconisait le dictateur, mais elles étaient à l'origine d'importants trafics. A titre d'exemple, dans la ville de Rosiori de Vede, quasiment toutes les vérandas dont les Roumains ont l'habitude de couvrir les balcons des immeubles, sont constituées de fenêtres de wagons. Les produits dérobés aux usines d'Etat faisaient ainsi l'objet de nombreux commerces sur place et étaient exportés vers d'autres régions, parfois même vers la Serbie où, d'après mes informateurs, les roulements se vendaient à grande échelle.

Avec la fin du régime communiste, ces deux usines, comme tout le secteur industriel du pays, ont largement licencié et leur production a chuté. L'impact s'est donc fait ressentir aux deux niveaux cités. D'une part, des milliers d'ouvriers se sont trouvés au chômage. Certains vivaient déjà dans des villages, mais beaucoup d'autres, voyant leur niveau de vie baisser, ont quitté leur logement en ville pour retourner s'installer auprès de membres de la famille, à la campagne<sup>16</sup>. Cela permet, d'une part, de réunir plusieurs ménages sous un même toit, limitant ainsi les dépenses et, d'autre part, d'atténuer les effets de la pauvreté qui, en ville, sont plus difficilement supportables. Une partie d'entre eux s'est alors repliée, officiellement ou pas, vers l'activité agricole. Cependant, il s'agit souvent d'emplois saisonniers et la mécanisation intensive héritée de l'époque communiste permet de fonctionner avec une main d'œuvre relativement réduite. En conséquence, on trouve, dans les campagnes autour de Rosiori de Vede, beaucoup d'anciens ouvriers sans emploi. Cette population rurale inactive constitue en elle-même une réserve de migrants potentiels. Parallèlement, le ralentissement de l'activité industrielle a eu pour conséquence la diminution des trafics qui y étaient associés. Aujourd'hui l'essentiel des détournements de production concerne les produits agricoles. Le marché noir local est notamment riche en huile de tournesol et en viande non contrôlée. Mais ces échanges informels ne pallient que très partiellement les difficultés économiques que rencontre la population. C'est pourquoi une proportion de plus en plus importante se tourne aujourd'hui vers les migrations temporaires à l'étranger.

---

<sup>16</sup> L'Observatoire d'Opinion Public qui procède chaque année à de vastes sondages dans le pays fait remarquer que le retour vers les campagnes est un phénomène général dans le pays, *Barometrul de opinie publica*, p.40.

## ***1.2. DES ANTECEDENTS MIGRATOIRES***

Il faut cependant noter que ce palliatif n'est pas apparu avec la fin de la dictature. Dans la région, les migrations ponctuelles vers des pays plus riches remontent à une trentaine d'années. Dès les années soixante-dix, le gouvernement de N.Ceausescu a passé des accords « d'exportation de main d'œuvre » avec certains pays. Tandis que l'ensemble de la population était soumis à une surveillance étroite quant à ses mouvements et ses contacts avec l'étranger, certains travailleurs bénéficiaient de passeports spéciaux qui leur permettaient de se rendre dans quelques pays pour y travailler. Les salaires de ces ouvriers étaient directement versés à l'Etat roumain qui se chargeait ensuite d'en redistribuer une partie aux migrants. Cela lui permettait de faire entrer régulièrement dans le pays des devises étrangères dont la circulation était interdite. Les premiers contrats de ce type ont eu lieu avec des pays membres du CAEM<sup>17</sup>, la Russie et la République Démocratique d'Allemagne en particulier. Puis ils se sont étendus à d'autres Etats : d'abord l'Allemagne de l'Ouest puis les pays arabes. La Libye, l'Egypte, l'Irak recevront des milliers de travailleurs roumains jusqu'à la révolution de 1989. Cette main d'œuvre était employée sur de grands chantiers, aux côtés d'autres travailleurs étrangers. Les emplois occupés allaient de simple manœuvre à chef de chantier en passant par chauffeur ou jardinier.

Pour la population migrante étudiée, cette ancienne forme de migration présente une importance première. En effet, tandis que dans beaucoup de régions roumaines la migration temporaire internationale (souvent clandestine) a été découverte avec l'avènement du régime dictatorial, ici, les allées venues vers l'Espagne ne sont que le prolongement d'une activité ancrée dans la vie sociale locale depuis plusieurs dizaines d'années. Pour de nombreuses personnes en Roumanie, la chute du régime a permis de trouver de nouvelles ressources par le travail à l'étranger ; dans le département de Teleorman, décembre 1989 marque, au contraire, la fin de la migration organisée<sup>18</sup>. Dans les années qui ont suivi l'éviction du dictateur, l'activité migratoire a donc sensiblement diminué dans la région. Dès le début de la décennie quatre-vingt dix cependant, les premiers migrants effectueront des voyages momentanés vers l'Europe, en Italie, en Hollande ou en France. Aujourd'hui, on peut qualifier ces premiers départs de prospections qui, par la suite, donneront lieu à un mouvement migratoire de plus

---

<sup>17</sup> Conseil d'Assistance Economique Mutuelle, zone de libre échange des économies socialistes aussi désignée par le sigle COMECON ou COMECON.

<sup>18</sup> Du temps de la dictature, deux sociétés d'Etat, ARCOM et ARCIF, implantées à Bucarest, s'occupaient de la gestion des contrats et de la sélection des ouvriers.

grande ampleur. Dans les années 1993-94, plusieurs dizaines de personnes, originaires des alentours de Rosiori de Vede, ont travaillé sous contrat en Allemagne. Mais c'est finalement la « découverte » de l'Espagne comme terre propice aux migrations temporaires qui a relayé le déficit momentané de ressources venues de l'étranger dans la région.

### ***1.3. EL EJIDO : UNE NOUVELLE OPPORTUNITE***

Si les tous premiers départs semblent remonter au début de la décennie, ce n'est que vers 1994-95 que cette destination s'est vulgarisée auprès d'un public de plus en plus large. A l'époque –et jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2002- un visa était nécessaire pour se rendre dans l'Espace Schengen. La principale difficulté consistait alors à se procurer ce titre de séjour mais le marché noir de l'émigration vers l'Europe était à même de fournir ce type de document. Des petites annonces parues dans les journaux proposant des séjours touristiques en Union Européenne servaient par exemple de vitrine à des vendeurs de visa pour travailleurs migrants. Le voyage et le visa revenaient alors, en 2001, dans les 1000 dollars. Aujourd'hui, cette restriction n'existe plus mais elle a été remplacée par l'obligation pour les voyageurs roumains de présenter au moins 500 euros lors de leur sortie du territoire roumain. A cette somme, il faut ajouter le prix d'un billet de transport aller-retour. En ce sens, la sélection des candidats au départ s'effectue toujours en fonction du capital que peut réunir chacun. Organiser son départ implique alors souvent d'emprunter des sommes importantes à des proches ou à des prêteurs informels en Roumanie, le remboursement s'effectuant grâce aux premiers salaires perçus en Espagne. Concernant l'organisation de la migration, aujourd'hui, après plusieurs années d'aller-retour entre les deux provinces roumaine et espagnole, tous les candidats au départ sont au fait de ce qu'ils peuvent faire dans la province d'Almeria. Ils savent, avant de partir, comment fonctionnent les recrutements à El Ejido, sur quelle place publique, au nord de la ville, ils doivent se rendre pour rencontrer des employeurs éventuels et beaucoup ont également des proches sur place qui peuvent les aider à se loger et à « se débrouiller » sur place.

Ce type de mise en place d'un système migratoire entre deux sites est assez fréquent au départ de la Roumanie, mais le fait que la population de Téléorman soit inscrite dans la migration depuis plus de trente ans donne un sens différent à cette activité dans la région. Si dans le reste du pays la migration paraît souvent comme « une aventure à tenter », ici cette activité est plutôt classique, elle n'apporte pas de prestige en soi. Bien que les conditions ne soient plus les mêmes qu'avant, la migration est perçue comme un phénomène ancien, déjà connu. Formellement, travailler clandestinement en Espagne n'a rien de commun avec le fait

de répondre à un recrutement massif et organisé par les services officiels du pays. Cependant, dans leurs discours, les personnes interrogées ne distinguent pas deux périodes. Pour celles qui restent au village, la différence entre les séjours à l'étranger avant et après la chute du régime tient essentiellement à ce que rapportent ces expatriations : manifestement, les migrations vers les pays arabes rapportaient plus aux travailleurs et cela était perceptible par tous. Même les acteurs de ces déplacements inscrivent leurs pratiques dans une continuité, ils racontent de la même façon qu'ils ont travaillé en Libye, en Egypte puis en Espagne. Souvent les gains rapportés de l'étranger contribuent à financer un même projet. A la campagne, les migrants investissent systématiquement dans la construction de grandes maisons. Les travaux avancent au rythme des stages effectués à l'étranger. Il n'est pas rare de rencontrer des personnes qui ont financé les fondations et le rez-de-chaussée de leur demeure grâce à un séjour en Irak (destination fréquente à la fin des années quatre-vingt), le premier étage après avoir passé quelques mois en Espagne au milieu de la décennie et qui envisagent d'acheter le mobilier lors d'un prochain séjour dans ce pays. Quand on les interroge sur la cassure qui a pu s'opérer par rapport à l'ancien modèle, ces derniers mettent en avant le fait qu'aujourd'hui les choses sont moins bien organisées, qu'ils doivent, une fois sur place, se débrouiller pour se loger et se nourrir, etc. En revanche, l'aspect illégal est presque passé sous silence. Les migrants se rendent en effet en Espagne en tant que touristes ; ils n'ont donc pas le droit de travailler dans ce pays et doivent quitter l'Espace Schengen au plus tard trois mois après leur arrivée. Dans la réalité, les séjours perdurent entre neuf mois et une année, parfois plus, et les migrants sont salariés « au noir » par des agriculteurs espagnols. En Roumanie, lorsque les personnes parlent de ces migrations, elles n'occultent pas totalement cet aspect, mais le sujet ne semble pas faire l'objet de beaucoup d'interrogations. Ce qui importe c'est, comme avant, d'obtenir le moyen de partir, d'avoir les informations importantes et de savoir à qui s'adresser. Or, tout cela n'est pas très compliqué pour des personnes qui ont l'habitude de gérer des situations informelles dans leurs activités quotidiennes.

Si, une fois à l'étranger, les migrants recherchent souvent un moyen d'être régularisés, c'est avant tout pour pouvoir voyager plus facilement, pour pouvoir changer de secteur d'emploi ou encore pour obtenir un meilleur salaire. Mais, dans leurs discours, la clandestinité des migrations actuelles n'est pas un marqueur important. Dans le village de Dobrotesti, à quelques dizaines de kilomètres de Rosiori de Vede, le maire m'a accordé un rendez-vous dans son bureau et m'a permis d'enregistrer notre entretien ; il ne s'agissait donc pas d'une conversation informelle, mais de la position officielle de la municipalité face aux migrations. Durant cet entretien, celui-ci s'enorgueillissait du fait qu'il y ait eu, à ce moment là, au moins

deux cents personnes de son village en Espagne, sur les quatre mille que compte celui-ci. Il clamait ouvertement que la mairie encourageait les gens à partir, car tous revenaient et qu'ils rapportaient alors des devises qui développaient la vie économique de la municipalité.

Le fait que ces migrations se situent dans le prolongement d'une pratique déjà ancienne a également une incidence sur le profil des migrants concernés. Ici, les départs ne sont pas l'apanage des jeunes ou des plus audacieux comme cela apparaît dans les régions où la migration est récente. Dans la région étudiée, les migrations se pratiquent par le même type de sujet, voire par les mêmes personnes, qu'au temps de la dictature. Il s'agit d'un public d'âges variés, majoritairement masculin –mais pas exclusivement- et souvent issu du milieu ouvrier. Du fait que la migration est ancienne, les pratiques d'aller et retour semblent plus instituées qu'ailleurs. Lors de précédentes enquêtes, souvent les jeunes migrants interrogés vivaient la migration comme une phase intermédiaire, même s'ils ne savaient pas vers quel mode de vie ils s'orientaient. Ici, cette activité a depuis longtemps une place particulière dans l'existence des gens de ces villages. Chaque famille a l'habitude de voir partir, à intervalle régulier, plusieurs de ses membres durant quelques mois, une année, sans remettre en cause ses activités ou sa place dans le village. Cette façon de procéder est d'autant plus stable qu'elle perdure depuis plusieurs décennies.

## **2. L'IMMIGRATION, MATIERE PREMIERE DE L'ESSOR ECONOMIQUE D'ALMERIA**

Pour comprendre comment, à l'autre bout de l'Europe, une zone et un secteur économique sont ainsi devenus les piliers d'une migration roumaine importante<sup>19</sup>, il est nécessaire de revenir sur l'histoire récente de cette région. C'est en effet parce que son économie s'est rapidement développée et se déploie aujourd'hui à l'intérieur d'un vaste marché européen, que la province d'Almeria requiert toujours plus de migrants, au sein desquels les roumains, récemment apparus, sont particulièrement appréciés.

### ***2.1. LA « COLONISATION » DE LA PROVINCE***

L'Andalousie, après avoir fourni le plus gros contingent d'émigrants vers la ville algérienne d'Oran puis vers la Catalogne, est actuellement une terre d'immigration de

---

<sup>19</sup> En faisant une synthèse des données recueillies au cours de l'enquête organisée par l'Université de Bucarest dans la région de Rosiori, il y aurait entre 1000 et 2000 personnes de cette région dans la province d'Almeria.

première importance. Tandis que la région était, il y a quarante ans la province au revenu le plus bas d'Espagne, elle est devenue une des zones les plus prospères ; El Ejido est la municipalité où la rente par tête est la plus élevée du pays<sup>20</sup>. En 1960, seulement dix pour cent de la population d'Almeria vivait dans cette partie de la province, cette proportion est aujourd'hui de vingt cinq pour cent. Cette évolution est essentiellement due au développement de l'agriculture dans la région dite du *Poniente*, à l'ouest de la ville d'Almeria, qui se compose des communes d'Adra, La Mojonera, Vicar y Roquetas et El Ejido (municipalité depuis 1981) où furent menées les enquêtes de terrain.

La *colonisation* de la région remonte aux années cinquante. C'est en effet sous l'égide de ministère de l'agriculture que sont creusés des puits, pour rendre ces terres arables. Ce même ministère met en vente à cette époque de petites parcelles de terrain qu'il octroie à des familles modestes pour la plupart originaires d'autres provinces d'Andalousie. L'objet de cette politique est de stopper l'émigration de la région et d'offrir à ses habitants les moyens d'y exercer une activité économique viable.

L'apparition des premières serres remonte au début des années soixante, mais il faut attendre la décennie soixante-dix pour que la serriculture devienne la forme dominante d'exploitation. D'après les données officielles, en 1963 on comptait seulement un demi hectare de serres ; en 1984, elles couvrent quatorze mille hectares, dont plus de douze mille développés avec le support de l'Etat<sup>21</sup>. Les aides financières octroyées, via les banques, par l'Etat, permettent un rapide accès à la propriété et à l'équipement agricole. Au fil du temps, les produits issus de ces plantations, fruits et légumes primeurs, se vendent sur un territoire de plus en plus vaste. La région devient alors, à partir des années quatre-vingts, un *eldorado* pour des centaines de familles d'origine modeste venues de tout le pays. Cependant, l'expansion de l'agriculture repose sur l'utilisation de l'eau souterraine. Etant donnée l'exploitation intensive qu'en fait l'agriculture, l'assèchement des nappes phréatiques devient un problème de plus en plus préoccupant, ce qui conduit le gouvernement, en 1984, à prendre des mesures restrictives importantes. Un décret<sup>22</sup> suspend officiellement, cette année là, le développement agricole de la région: l'Etat met fin aux concessions municipales et aux aides à l'emprunt.

---

<sup>20</sup> Goytisolo (J.), Naïr(S.), *El peaje de la vida. Integracion o rechazo de la emigracion en Espana*, p.211.

<sup>21</sup> Voir Checa, Francisco (dir.), *Invernaderos y inmigrante. El problema de la adaptacion de un colectivo marginal*, introduction.

<sup>22</sup> Décret 117/1984.

La construction de nouvelles serres est également interdite, mais face aux espoirs d'enrichissement qu'elles suscitent, les pratiques de surexploitation des ressources perdurent. Dès lors, l'agriculture ne cesse de prendre de l'ampleur en toute illégalité. On estime que, depuis la fin officielle de la construction de serres, la surface de celles-ci dans la province a environ doublé, pour atteindre aujourd'hui quelques trente mille hectares<sup>23</sup>.

La croissance de la région fut soutenue par l'intégration de l'Espagne dans l'aire du libre-échange communautaire. Considérée par la Communauté Economique Européenne comme « zone défavorisée à intégrer en priorité », l'Andalousie a profité pleinement des aides européennes. A partir des années quatre-vingts et surtout durant la dernière décennie, l'agriculture tend à se restructurer. On passe de la petite exploitation à des domaines plus importants ; même les petits agriculteurs se fédèrent de plus en plus en coopératives, adhèrent à une *Société Agricole de Transformation* (la moitié d'entre eux en 1999) ou bien vendent sur des marchés libres aux enchères dégressives. La demande des marchés européens, corrélée à l'amélioration des modes de transport vont, de plus, largement favoriser l'exportation, qui devient désormais le premier mode de commercialisation des fruits et légumes andalous. La Politique Agricole Commune (de l'Union Européenne), dont l'objectif est de renforcer la compétitivité et l'industrialisation de l'agriculture, a contribué à l'hégémonie des grandes exploitations intensives. Or, c'est l'apparition et le développement de ces modes de production qui favoriseront le salariat dans l'agriculture. Tandis que jusque dans les années quatre-vingts la majorité des exploitations reposaient sur le travail familial, les agriculteurs ont eu recours, par la suite, à des travailleurs salariés, saisonniers d'abord puis permanents pour satisfaire les conditions de rentabilité de la production intensive. En effet, face à l'hégémonie de quelques grandes entreprises, le prix de vente des produits agricoles n'a cessé de chuter tandis que la demande augmentait. On est alors passé des petites exploitations familiales à des entreprises gourmandes en main d'œuvre peu qualifiée.

## ***2.2. L'EXPLOITATION DU TRAVAIL CLANDESTIN : UNE NECESSITE ECONOMIQUE***

La situation des chefs d'exploitation est d'autant plus incertaine que l'agriculture andalouse ne bénéficie que d'une faible protection économique. Si les importations extracommunautaires sont encore réglementées, elles tendent à s'ouvrir de plus en plus, positionnant l'Espagne dans un rapport de concurrence avec d'autres zones de production. Sa

---

<sup>23</sup> Checa (F.) (dir.), *Op.cit*, introduction.

place première sur le marché européen est difficile à tenir dans la mesure où d'autres pays méditerranéens jouissent de conditions climatiques aussi favorables que l'Andalousie tout en bénéficiant sur place d'une main d'œuvre souvent moins chère. Ainsi, J.-P. Berlan, analysant la Politique Agricole Commune écrivait déjà en 1986 : « *Les agriculteurs du Nord ont obtenu une protection de leurs grands produits agricoles comme les céréales, le sucre, etc. (...) tout en laissant leurs collègues du bassin méditerranéen, d'Israël à l'Espagne, s'accommoder des "bienfaits" d'une concurrence sauvage pour les fruits et légumes* »<sup>24</sup>.

Aujourd'hui, les agriculteurs andalous fonctionnent à flux tendus ; ils répondent en temps réel aux demandes des supermarchés européens qui imposent quasiment leurs prix d'achat. Or, la position prédominante de l'agriculture andalouse risque, dans les années qui viennent, d'être fortement remise en cause, notamment face à la production marocaine à laquelle l'Union Européenne impose de moins en moins de taxes. Ce contexte, on l'aura compris, favorise l'exploitation de travailleurs sous-payés dont les contingents varient fortement en fonction des fluctuations de l'activité agricole. La précarité du système économique de la région explique donc en partie le recours à une main d'œuvre étrangère non déclarée.

C'est au début des années quatre-vingts que la région a commencé à avoir recours au travail des étrangers. L'agriculture intensive a transformé les procédés de vente des produits. Petit à petit, les agriculteurs ont dû se soumettre aux commandes de plus en plus précises et variables des supermarchés espagnols puis étrangers. Aujourd'hui, la cueillette des produits s'effectue quasiment sur la demande des responsables de supermarchés pour être livrés le plus rapidement possible en produits frais<sup>25</sup>. Il est donc indispensable, pour les agriculteurs, de posséder sur place une réserve de main d'œuvre disponible qui puisse être embauchée et débauchée en fonction des variations du volume d'activité. Les travailleurs étrangers clandestins, qui ne bénéficient d'aucune protection concernant les salaires ou les licenciements fournissent en quelque sorte la flexibilité dont ont besoin ces entreprises. La main d'œuvre étrangère peu qualifiée, moins chère et plus corvéable que les journaliers espagnols, par ailleurs de plus en plus rares –ces derniers profitant de la croissance économique du pays- est alors devenue un élément essentiel de l'agriculture locale.

---

<sup>24</sup> Berlan (J.P.), « Agriculture et migrations », p.24.

<sup>25</sup> Sur les relations entre producteurs agricoles et grandes surfaces en Europe voir la synthèse des études comparatives éditée par Forum Civique Européen et la revue Informations et Commentaires, le développement en question, *Le goût amer des fruits et légumes européens*, 2002.

### 3. UNE SITUATION DE CONCURRENCE ENTRE TRAVAILLEURS AFRICAINS ET EUROPEENS

Les Marocains, géographiquement proches, furent les premiers concernés par cette offre de travail. Le différentiel économique des deux côtés du détroit de Gibraltar favorisait le développement de migrations légales et illégales entre les deux pays. Jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, ils seront quasiment les seuls à remplir le rôle du travailleur immigré agricole en Andalousie. L'embauche de ces travailleurs s'opère, dès le commencement, dans l'illégalité la plus flagrante. Chaque année, des milliers<sup>26</sup> de Marocains sans papiers sont employés temporairement ou à l'année dans les serres andalouses. Dès le début du recours au travail des ouvriers étrangers, les agriculteurs et l'ensemble de la population locale prennent l'habitude de traiter les migrants avec le plus grand mépris. Ceux-ci sont exclusivement cantonnés à leur fonction de travailleurs agricoles : en dehors de leur emploi, rien n'est prévu, ou simplement ouvert à cette population étrangère, ni hébergement ni aucune forme de vie sociale. Au fil des ans, cette situation de ségrégation sociale s'est transformée, du côté espagnol, en racisme ouvertement affiché. Plusieurs informateurs marocains ont témoigné du fait qu'ils ne pouvaient pas pénétrer dans certains établissements sous peine de ne pas être servi ou même de s'en voir expulser. Certains cafés vont jusqu'à poser un écriteau sur leur porte « réservé aux espagnols ». Ainsi, si les migrants sont indispensables à l'activité économique de la région, ils sont en revanche totalement exclus de la société locale. Comme l'a écrit M. Argery, dans la province, « *on a besoin des bras mais on ne veut pas des hommes* »<sup>27</sup>. C'est dans ce contexte qu'il faut envisager les événements de février 2000 et la concurrence qu'opposent les migrants roumains face aux marocains.

#### 3.1. QUAND LES MAROCAINS REVENDIQUENT...

Pour comprendre les raisons qui ont conduit les Espagnols à mener de véritables « chasses à l'homme » contre leurs travailleurs marocains pour finalement leur préférer de nouveaux migrants venus d'Europe, il est nécessaire de revenir sur l'évolution de la situation locale depuis plusieurs années. Il est certain que, depuis les années quatre-vingts, l'agriculture

---

<sup>26</sup> L'association d'aide aux immigrés Almeria Acoge estimait à 35000 le nombre de travailleurs étrangers clandestins dans la région du Poniente (d'Almería à El Ejido) en 2001. Une large majorité d'entre eux sont marocains.

<sup>27</sup> Argery (M.), « Des hommes en trop » in *A-Infos*, juillet 2000.

de la région ne peut plus se passer d'une arrivée continue de travailleurs étrangers en situation irrégulière. C'est bien parce qu'ils n'ont pas de papiers, et se trouvent en cela dans une situation de non droit que ces travailleurs sont exploitables par les entrepreneurs. Ces derniers exercent d'ailleurs une pression importante sur les autorités locales pour qu'elles tolèrent la présence de ces clandestins dans la région. Les personnes interrogées faisaient souvent part du même constat au sujet des pratiques policières de la région : lors des contrôles de polices, les migrants doivent décliner l'identité de leur employeur. Si celui-ci confirme le fait que l'étranger travaille pour lui, il est relâché aussitôt ; en revanche si le migrant n'a pas d'employeur, on entame alors une procédure de reconduite à la frontière. La tolérance des autorités publiques envers ces migrations est donc intimement corrélée à leur fonction sur le marché du travail. Les clandestins sont acceptés tant qu'ils servent l'économie locale. Bien entendu, les autorités n'interviennent pas, en sens inverse, pour défendre les droits de ces clandestins face à leurs employeurs. Les migrants connaissent ainsi les « règles du jeu » et savent qu'ils ont obligation de se soumettre au rôle qui leur est imposé.

Durant des décennies, les Marocains se sont fidèlement conformés à ces obligations : ils venaient pour travailler, ne demandaient aucune faveur, et tentaient de passer inaperçus aux yeux des Espagnols. Mais après une vingtaine d'années de migrations entre leur pays et le Sud de l'Espagne, ils se sont petit à petit organisés autour de structures collectives. Les Marocains ont rarement créé eux-mêmes des associations de défense de leurs droits, mais des mouvements en faveur des Droits de l'Homme et des syndicats ont lentement pénétré cette population pourtant très marginalisée. Quelques associations ont alors publicisé le sort réservé à ces immigrés et ont commencé à réclamer un minimum de droits pour cette population (comme le droit au logement). De cette façon, les Marocains ont, d'une certaine manière, quitté leur rôle et leur invisibilité pour faire demander une reconnaissance officielle et juridique de leur existence. C'est cette attitude qui a exacerbé l'animosité de la population d'El Ejido. Le maire de cette ville n'en fait pas secret, il dit lui-même en commentant les événements xénophobes de février 2000 « *toute la faute en revient aux ONG qui ont enseigné leurs droits aux immigrés* »<sup>28</sup>. G.Barranco, président d'une des plus importantes coopératives d'agriculteurs d'El Ejido fait le même type de remarques : « *Depuis que les ONG s'occupent de protéger les délinquants, la vie est irrespirable* »<sup>29</sup>. A travers ces argumentations, il apparaît clairement que les émeutes d'El Ejido, tout en s'appuyant sur un racisme exacerbé

---

<sup>28</sup> Diario 16, 11 février 2000, cité dans *El Ejido, terre de non droit*, p.22.

<sup>29</sup> FCE, *El Ejido, terre de non droit*, p.61.

dans la région, étaient une réponse aux réclamations des migrants marocains. Objectif avoué ou implicite, elles visaient à rappeler aux travailleurs clandestins leur position sociale et la domination à laquelle ils avaient obligation de se soumettre. En ce sens, la grève que les Marocains ont organisée dans les jours qui ont suivi les événements racistes était hautement conflictuelle. Ceux-ci ont voulu démontrer leur force en bloquant, par leur arrêt de travail, l'activité économique de la région. Ils pensaient prouver ainsi non seulement qu'ils formaient un collectif uni –en quête de reconnaissance- mais que, de surcroît, leur travail était indispensable à la survie des agriculteurs.

Or, cette action collective de la part de migrants travaillant dans la région depuis de longues années a été mise à mal, non directement par la société espagnole, mais par d'autres migrants, et notamment par ceux venus de la région de Téléorman. Ces migrants récemment arrivés ne se sont en effet pas sentis concernés par les revendications portées par les Marocains et ne se sont pas associés à leurs collègues. Certains media ont dénoncé alors la perfidie des employeurs qui étaient allés chercher, en quelques jours, des travailleurs à l'Est de l'Europe<sup>30</sup>. Il n'en est rien, les travailleurs roumains, pour la majorité originaires du département de Téléorman<sup>31</sup>, ont commencé à travailler en nombre important dans la région d'El Ejido vers 1995. Ils ne sont pas venus pour briser la grève des Marocains, ils se sont contentés de ne pas participer à l'action menée par leurs collègues. En effet, dans cette région, depuis quelques années, les travailleurs arrivent de différents endroits du monde, l'Amérique du Sud, les Philippines et l'Europe de l'Est étant les zones les plus représentées. Dans une exploitation agricole, il est fréquent que des migrants de nationalités différentes se côtoient. Les Roumains qui ont continué à travailler durant la grève organisée par les Marocains n'étaient donc pas des inconnus pour les grévistes, il ne s'agissait pas de contingents recrutés pour l'occasion mais de collègues qui, comme les Américains du sud, se sont désolidarisés des Marocains.

On peut alors se demander pourquoi ces migrants n'ont pas pris part à un mouvement qui, dans son essence, visait à défendre les droits de tous les immigrés sans papiers. On peut également se demander pourquoi la presse a focalisé son attention sur les briseurs de grève

---

<sup>30</sup> Goytisoló (J.), Naïr (S.), écrivaient ainsi le 13 février : « Certains employeurs décident d'ajouter à la tragédie l'horreur : ils feront venir sur-le-champ des travailleurs Roumains pour briser la grève ! Et clament tout haut que l'immigration doit être « européenne » c'est-à-dire « blanche » », in *Le Monde* du 13-02-2000.

<sup>31</sup> L'enquête qualitative conduit en effet à penser que presque tous les migrants de cette région sont originaires du département roumain de Teleorman. Ces données ont été confirmées par les statistiques officielles tenues par le service social de la municipalité d'El Ejido au sujet des migrants régularisés.

roumains alors que les Equatoriens et les Philippins –aussi, voire plus nombreux que les Roumains- ont également continué à travailler. La réponse à ces questions se situe dans l’opposition perçue et entretenue en Europe entre les migrations venues du Sud et celles venues de l’Est. Les propos de C.Wihtol de Wenden pour laquelle « *vue du Sud, la migration de l’Est est perçue en terme de « menace du Nord », renforcée par une Europe représentée comme une forteresse, dont la construction signifie la fin des relations bilatérales avec les pays du Nord de la Méditerranée* »<sup>32</sup> sont en effet parfaitement illustrés par la situation d’El Ejido. Les travailleurs roumains, emblématiques des nouveaux migrants venus de l’Est qui bientôt seront intégrés à l’Union Européenne, sont ainsi considérés, en Occident, comme l’antithèse des immigrés traditionnels venus du sud. Dans les différents pays d’immigration que sont l’Allemagne, la France, l’Espagne ou l’Italie, on perçoit ces nouveaux migrants comme de probables remplaçants des migrations moins ancrées dans la mobilité venues d’Afrique du Nord et de Turquie. La situation limite d’El Ejido permet de comprendre comment, sur le terrain, ces deux groupes migrants sont mis en concurrence par les employeurs espagnols et en quoi les catégorisations induites par le groupe dominant créent une hiérarchie entre les différents travailleurs clandestins en fonction de leurs origines.

### **3.2. ... LES ROUMAINS SONT FAVORISES**

L’absence de solidarité entre les deux groupes ethniques tient à deux types de facteurs. Tout d’abord, le fait que les migrants roumains, comme leurs collègues américains, ne soient présents que depuis quelques années sur le sol espagnol, les conduit à se montrer moins vindicatifs que leurs collègues d’Afrique du Nord. En effet, on a vu que, pour les migrants de Teleorman, l’embauche possible en Espagne est apparue comme une aubaine ; elle a permis à cette population de reprendre une activité migrante importante après l’arrêt des départs organisés par l’Etat roumain. Avant de « découvrir » la région d’El Ejido, ces migrants ont cherché d’autres possibilités de travailler à l’étranger et ce n’est qu’après un certain nombre de tentatives qu’ils ont pu développer un réseau vers la province d’Almeria. Les Roumains perçoivent donc leur présence à Almería comme une opportunité précieuse qu’ils ne veulent pas perdre. Ils ont alors comme souci majeur de se plier au rôle qui est attendu d’eux afin de conserver cette possibilité. Pour l’instant, ces migrants se montrent très « dociles » envers leurs employeurs et se contentent d’occuper la place qui leur est faite, tout comme les Marocains à leurs débuts. Cette position explique en partie que les Roumains ne se soient pas

---

<sup>32</sup> Wihtol de Wenden (C.), « Flux croisés de l’est et du sud », p.59.

(encore) joints ni au mouvement de grève ni aux associations de défense de clandestins. Il s'agit en quelque sorte d'une séparation structurelle entre les deux « générations » (dans le sens où l'entend A.Sayad) d'immigrés dans la province d'Almeria. De ce point de vue, les Roumains ont la même attitude que les autres immigrés récents que sont les Equatoriens ou les Philippins.

La démarche qui consiste à se démarquer consciemment des travailleurs marocains s'appuie en revanche sur un système de catégorisations ethniques et relève en ce sens de la gestion des relations interethniques. En effet, les Marocains, majoritaires parmi les étrangers, souffrent d'un racisme exacerbé de la part de la population dominante. La stratégie identitaire des Roumains consiste alors à se différencier de ce groupe négativement stigmatisé pour se présenter comme des étrangers particulièrement proches des Espagnols. Ils n'hésitent pas alors à reprendre à leur compte les définitions dévalorisantes des nationaux à l'encontre des Maghrébins de façon à souligner la distance qui existe entre eux-mêmes et ce groupe ethnique. De ce point de vue, il semble que la population locale s'entende avec les migrants européens pour leur construire une image publique qui soit à mi-distance entre l'immigré traditionnel et l'Espagnol.

Un premier aspect qui valorise les migrants Roumains au détriment des Marocains tient aux qualifications de ces derniers. Aux dires des employeurs, les Européens ont une attitude plus responsable que les travailleurs habituels ; ils auraient moins besoin d'être contrôlés dans chacune de leur tâche. Les employeurs se disent souvent surpris de leur efficacité et de leur prise d'initiative. On n'hésite pas à les laisser seuls toute une journée, leur donnant le matin la liste des travaux à réaliser. De plus, on avance qu'ils s'adapteraient avec plus de facilité que leurs homologues marocains à la modernisation des structures agricoles. La gestion des arrosages par ordinateur, ou la conduite des engins agricoles, après avoir fait l'objet d'apprentissages, semblent être rapidement comprises. Les exploitants admettent volontiers qu'ils leur confient plus de responsabilités qu'ils ne le font avec les travailleurs venus du Sud. Dans le discours des patrons espagnols, ces différences sont attribuées à l'origine ethnique des migrants : les Européens seraient plus intelligents, ou plus réceptifs que les Marocains. Or, ces facultés s'expliquent avant tout par le niveau scolaire de ces migrants. Comme en témoigne la femme de ménage d'un camping d'El Ejido : *« C'est normal qu'on soit plus débrouillards que les Marocains. Ceux qui sont ici, ce sont des paysans, ils ne savent ni lire ni écrire. Chez eux, ils n'avaient pas de travail, ils n'ont aucune qualification, c'est pour ça qu'ils partent. Nous, on vient de tous les milieux. Souvent les Roumains d'ici ont des métiers, ils travaillaient avant de partir, ils étaient sérieux. C'est à cause de la crise qu'on part. Moi par exemple,*

*j'étais médecin chef à l'hôpital de Rosiori.* »<sup>33</sup>. Le cas cité ici est extrême, mais la plupart des migrants roumains rencontrés avaient, en effet, des compétences dans des domaines différents. D'une part, le système communiste a favorisé l'accès à l'éducation, de ce fait même les migrants les moins diplômés ont suivi des formations professionnalisantes. Il n'est pas rare que ces migrants possèdent des compétences techniques en mécanique ou bien, aient fait des études supérieures. De plus, si beaucoup connaissent déjà le travail des champs, la majorité d'entre eux possédait un autre emploi en Roumanie, ce qui multiplie leurs savoir-faire. Comme le soulignait cette interlocutrice, ce n'est pas une position sociale qui est à l'origine de leur migration mais un environnement économique en déclin. De ce fait, les migrants roumains sont fréquemment plus qualifiés et plus adaptables que leurs homologues venus du Maroc. Cette distinction s'ajoute à des conditions d'émigrations différentes : pour atteindre l'Espagne depuis la Roumanie, il est nécessaire de disposer d'un certain capital financier. Même si celui-ci peut être emprunté, il sélectionne les candidats au départ, empêchant les plus démunis, ou les marginaux, de voyager. Le Maroc, tout proche, n'oppose pas autant de difficultés à ses migrants. En conséquence, les deux populations qui postulent à des emplois identiques en Espagne ont des profils très différents. Il est certain que la surqualification présente un atout pour les employeurs qui, eux, maintiennent le salaire de ces employés à un niveau très faible (environs 35000 pesetas au moment de l'enquête).

Cependant, les compétences n'expliquent qu'en partie la préférence des Espagnols pour les travailleurs de l'Est. En effet, lors des entretiens menés avec des chefs d'exploitation à El Ejido, il est apparu clairement que ceux-ci avaient une considération plus grande pour leurs employés européens. Cette attitude est à lier au racisme qui pèse sur la population maghrébine. En effet, c'est avant tout parce qu'ils sont européens et « blancs » que les Roumains sont appréciés. Les discours des patrons sont plus ou moins explicites sur ce point selon que les personnes affichent ou non des opinions xénophobes, mais dans tous les cas, on comprend qu'elles exercent une préférence « culturelle » à l'égard de ces migrants. Les raisons qui amènent un patron à employer des Roumains sont de diverses natures. En général, le premier a été pris par hasard, lors d'une grosse campagne agricole –quand les journaliers sont recrutés dans la rue à l'aube- puis souvent, comme c'est le cas pour chacune des communautés immigrées, on en a enrôlé d'autres, sur ses recommandations. Mais certains employeurs, propriétaires de petites exploitations, font appel exclusivement à des travailleurs de cette nationalité. Une jeune femme interviewée au cours de l'enquête expliquait par

---

<sup>33</sup> Discussion avec I., le 20-08-00, à Miramar, traduit du roumain.

exemple que, tout en réprouvant toute forme de racisme, elle refusait catégoriquement de travailler avec des Marocains. Elle a trouvé, avec la main d'œuvre roumaine, un remplacement qui la satisfait pleinement. D'après elle, les Roumains savent se montrer plus conviviaux, elle n'hésite pas à discuter avec eux, à lier des relations d'amitié. Selon son point de vue, cette compréhension entre Espagnols et Roumains est due à la proximité de leur « culture ». Ce point reviendra souvent au cours de l'enquête, tant de la part des Espagnols que de celle des Roumains. Les uns et les autres mettent en avant le fait qu'ils partagent une religion chrétienne, que leurs mœurs sont similaires ou encore que la proximité des langues – toutes deux latines – permet de mieux se comprendre. Tous ces points doivent être compris comme des négatifs de l'image des Marocains qui, eux, sont perçus comme très différents des « Européens ».

Les migrants roumains interrogés n'hésitent pas, en ce sens, à soutenir la vision raciste des Espagnols. Lors des entretiens avec ces derniers, il n'était pas rare que mes interlocuteurs reprennent à leur compte les stéréotypes véhiculés autour des Marocains. Ainsi, tandis que les associations de défense des immigrés se battent pour que ces derniers puissent être logés dans des conditions décentes, et non pas, comme il est d'usage, dans les abris à outils entre les serres (*cortijos*), des Roumains ont argumenté à plusieurs reprises le discours du patronat selon lequel « *les arabes aiment vivre comme ça. Ils n'ont pas besoin d'eau ou d'électricité. Ils sont sales, les cortijos c'est bien pour eux* »<sup>34</sup>. Ou bien ils déplorent leur façon de traiter leurs femmes ou encore regrettent qu'ils « *ne mangent pas à table, comme nous, ils mangent par terre, avec leurs mains, comme des non-civilisés* »<sup>35</sup>. Au-delà du stéréotype qu'ils véhiculent, ces discours tendent à réfuter tout amalgame possible entre les différents groupes immigrés. Dans leur façon de se présenter et de présenter les autres, les Roumains exposent clairement la distance qui les sépare des Marocains. Ainsi, ils affirment par exemple que, si tous les Marocains vivent dans des *cortijos*, tous les Roumains vivent, eux, dans des appartements en ville. Assertions que l'observation de la réalité réfute dans les deux cas. Dans le même temps, à plusieurs reprises, mes interlocuteurs s'enorgueillissaient du fait que les Roumains étaient les étrangers les mieux intégrés à la population locale. En effet, avec d'autres migrants est-européens, surtout polonais et lituaniens, ils sont les seuls travailleurs migrants à sortir en discothèques dans les mêmes lieux que les Espagnols ou à se rendre dans

---

<sup>34</sup> Entretien avec D., le 19-08-2000, à Balerna, traduit du roumano-espagnol.

<sup>35</sup> Idem.

des fêtes de quartier. Certains ont même l'espoir de trouver une fiancée espagnole au cours de ces distractions, prétention hors de portée des Marocains.

Cette ouverture de l'espace public aux travailleurs européens et l'absence de pression raciste lors de leurs activités quotidiennes doivent être comprises comme la conséquence de leur indifférenciation physique. En effet, non seulement les Roumains sont différents des Maghrébins, mais ils sont également physiquement semblables à la population dominante. Ce point a des conséquences importantes dans les catégorisations ethniques opérées par la population espagnole. Dans cette région, on a l'habitude de reconnaître les étrangers à leur allure, qu'ils soient Marocains, Sub-sahariens, Equatoriens ou Philippins. C'est sur cette base que reposent les différentes formes de ségrégations dans les services administratifs, les lieux de détente ou même lors de contacts directs avec les Espagnols. Un Marocain racontait ainsi lors d'un entretien : « *Nous, on est arabe, ça se voit, on peut rien faire contre ça. Moi, on a déjà refusé de me servir à boire, parce que les gens n'aiment pas les Arabes. Si tu es blanc, tu as moins de problèmes* »<sup>36</sup>. Il est certain que pour être victime de racisme, il faut d'abord que l'on puisse être reconnu à des traits phénotypiques, que ceux-ci soient physiques ou culturels (vestimentaires notamment). Or, les migrants européens se fondent parfaitement dans la diversité espagnole. Les personnes interrogées se flattaient souvent de la méprise de leurs hôtes. Les histoires comme celles de Dan reviennent souvent dans les conversations : « *Un jour L. [un compatriote] est allé à la police pour déposer une demande de régularisation, il faisait la queue avec les autres, normalement. Un policier est venu le chercher et il lui a dit « Monsieur, ne restez pas ici, c'est la file pour les étrangers, passez directement dans l'autre bureau ». Nous, on nous prend pour des Espagnols* »<sup>37</sup>. Dans de telles conditions, il est certain que les Roumains ne ressentaient pas de pression raciste car, même lorsqu'ils font état de leur identité, leurs interlocuteurs espagnols ne les affublent pas du stéréotype d'un étranger particulier. En effet, il n'existe pas encore d'*a priori* sur cette population. Pour l'instant, il semble consensuel de considérer qu'il s'agit d'un groupe étranger qui tend à passer inaperçu parmi la population espagnole.

### ***UN STATUT PRECAIRE ?***

Mais il ne faut pas s'y méprendre, si les Roumains sont perçus de façon positive et peuvent être « oubliés » par la population espagnole, ce n'est pas parce qu'ils partagent le

---

<sup>36</sup> Entretien avec B., marocain, le 20-08-2000, à El Ejido, conduit et traduit de l'arabe par S.Ben Amar.

<sup>37</sup> Entretien avec D., le 19-08-2000, à Balerna, traduit du roumano-espagnol.

même mode de vie que cette dernière. C'est parce qu'en plus de leur discrétion physique, ils se soumettent docilement aux conditions imposées par le patronat. Il est vrai que cette invisibilité satisfait pleinement le rôle attribué au travailleur étranger dans la région. Comme cela a été dit, l'économie locale a besoin de travailleurs clandestins mais la société n'est, en revanche, pas prête à reconnaître la présence de groupes allogènes importants en son sein. C'est pour satisfaire cette occultation que les Marocains sont rejetés à la périphérie des villes. Les travailleurs roumains présentent alors l'avantage de ne pas donner à voir l'immigration dans la région. Tout en évitant le conflit, leur similitude avec la population locale rend l'immigration invisible. Etant donné qu'en outre ces migrants ne s'associent pas aux actions collectives qui visent à défendre les travailleurs clandestins -jusqu'à aujourd'hui, ils se sont même tenus à l'écart de toute association ou syndicat- ils constituent un mode d'immigration idéal.

Cependant, on peut s'interroger sur la stabilité de cette entente. En effet, pour l'instant, la main d'œuvre roumaine apparaît comme une alternative aux ouvriers marocains qui sont eux mêmes actuellement en quête de reconnaissance. Elle se définit alors en contraste par rapport à un groupe qui pose problème à la société espagnole. Mais il est fort à parier que si ces pratiques migratoires entre Rosiori de Vede et Almeria perdurent, d'ici quelques années les migrants roumains revendiqueront eux-mêmes une amélioration de leur condition sociale en Espagne. Il sera intéressant, alors, d'observer si la « proximité culturelle » fera toujours partie du discours des acteurs. En effet, les travaux sur l'ethnicité<sup>38</sup> montrent que la perception des différences et des ressemblances peuvent varier sensiblement en fonction de l'environnement. Tant que les migrants roumains tirent leur définition de leurs différences avec les maghrébins, ils sembleront proches des Espagnols mais si demain la composition ethnique de la région ne se composait plus que de nationalités européennes, il est possible que les Espagnols trouvent les Roumains très « étrangers » comparés aux Hongrois ou aux Slovénes. En ce sens, la catégorisation ethnique à l'œuvre à El Ejido ne doit pas être perçue comme le reflet d'identités essentielles mais comme le résultat d'une configuration ethnique particulière et momentanée.

### **Bibliographie :**

- Berlan (J.P.), « Agriculture et migrations » in *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol.2, n°3, décembre 1986, pp.9-31.

---

<sup>38</sup> Voir Poutignat (P.), Streiff-Fénart (J.), *Théories de l'ethnicité*.

- Checa (F.)(dir.), *Invernaderos y inmigrante. El problema de la adaptacion de un colectivo marginal*, Madrid, MAS, 1994-1995.
- Diminescu (D.), « L'installation dans la mobilité: les savoir-faire migratoires des Roumains » in *Migrations sociétés*, vol.13, n°74, mars-avril 2000, pp.107-117.
- Forum civique européen, *El Ejido, terre de non-droit*, Golias, 2001.
- Fundatia pentru o societate deschisa, *Barometrul de opinie publica*, Cluj-Napoca, Metro Media Transilvania, Mai 2001.
- Goytisoló(Juan), Naïr(Sami), *El peaje de la vida. Integracion o rechazo de la emigracion en Espana*, Aguilar- Edicion El Pais, 2000.
- Informations et Commentaires, le développement en question, *Le goût amer des fruits et légumes européens*, Hors série n°1, mars 2002.
- Ma Mung (E.) et Al., *La circulation migratoire. Bilan des travaux. Migrations études*, n°84, 1998.
- Massey (D.), “Theories of International Migration: Review and Appraisal” in *Population and Development Review*, vol.19, n°3, 1993, pp.431-466.
- Michalon (B.), « Entre la politique des Aussiedler et le va-et-vient, les pratiques migratoires des Saxons de Transylvanie » in Diminescu (D.) (dir.), *Visibles mais peu nombreux: les circulations migratoires roumaines* , Paris, Editions de la Maison des Sciences de l’Homme, 2003 (à paraître).
- Morokvasic (M.), Rudolph (H.) (dir), *Migrants. Les nouvelles mobilités en Europe*, Paris, L’Harmattan, 1995.
- Morokvasic (M.), « Entre l’Est et l’Ouest, des migrations pendulaires » in Morokvasic (M.), Rudolph (H.) (dir.), *Migrants. Les nouvelles mobilités en Europe*, Paris, L’Harmattan, 1995, pp.119-157.
- Potot (S.), « Les migrants transnationaux : une nouvelle figure sociale en Roumanie » in *Revue d’Etudes Comparatives Est-Ouest*, vol.33, n°1, 2002, pp.149-177.
- Poutignat (P.), Streiff-Fénart (J.), *Théories de l’ethnicité*, Paris, PUF, 1995.
- Rey (V.), Groza (O.), Ianos (I.), Patroescu (M.), *Atlas de la Roumanie*, Paris, La documentation française-CNRS Libergéo, 2000.
- Wihtol de Wenden (C.), « Flux croisés de l’est et du sud », in Morokvasic (M.), Rudolph (H.) (dir.), *Migrants. Les nouvelles mobilités en Europe*, Paris, L’Harmattan, 1995, pp.57-70.